



PROJET DE TERME DE REFERENCE

Appel à candidature pour le recrutement d'un consultant pour la réalisation d'une étude sur le budget participatif

Avec l'appui institutionnel et technique de :



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline -Travail

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE
ET DE LA DECENTRALISATION**

Et

Avec l'appui financier et technique de :

unicef  **| pour chaque enfant**



Contexte

Dans le cadre de son projet portant sur l'étude du cadre national et local de la participation citoyenne dans la gouvernance en Côte d'Ivoire, l'ONG SOCIAL JUSTICE, en partenariat avec UNICEF représentation Côte d'Ivoire et avec l'appui institutionnel de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL), lance un appel à candidature pour le recrutement d'un consultant pour mener une étude sur le budget participatif en Côte d'Ivoire.

l'objectif de cette étude permettra de révéler le type de fonctionnement et interactions qui existent entre les différents institutions et organes ayant la qualité de mettre en œuvre la gouvernance participative au regard de la loi de décentralisation et d'autres textes au niveau régional et national sur la participation citoyenne et ce en vue de faire ressortir les forces et les faiblesses de la politique de décentralisation afin de permettre au gouvernement d'entreprendre des réformes adéquates à même de favoriser la participation citoyenne tout en contribuant à un véritable développement des localités et partant un développement global harmonieux du pays.

Durée du contrat : 1 mois

Description du poste :

En étroite collaboration avec l'ONG SOCIAL JUSTICE qui aura pour mission de fournir une documentation de base et de superviser la réalisation technique de l'étude, le consultant sera chargé de faire l'inventaire des institutions et des textes qui sera finalisé par un rapport.

Mission :

Le Consultant principal retenu qui accompagnera SOCIAL JUSTICE pour cette étude travaillera pour **30 jours ouvrables**. Il sera chargé entre autres de :

- La cartographie des structures gouvernementales et des organisations non gouvernementales impliquées dans la gouvernance participative en général et du budget participatif en particulier ;
- La collecte de données bibliographiques, entretiens (si possible téléphonique), enquêtes (via un questionnaire envoyé par email) auprès des populations (au moins 05 représentants des comités locaux SOCIAL JUSTICE, des zones d'expérimentation du budget participatif (05 maximum), des structures gouvernementales (07 y compris les communes



d'expérimentation du budget participatif) impliquées dans la gouvernance participative et en particulier du budget participatif et autres organisations non gouvernementales (05 maximum);

- L'analyse approfondie des différentes institutions et textes légaux de mise en oeuvre de la participation citoyenne et leur niveau de mise en oeuvre;
- L'analyse des données recueillies dans l'optique des objectifs de l'étude ;
- L'analyses des pratiques de participation citoyenne de façon générale sur la base de son expérience;
- L'analyse de base des projets pilotes de la mise en œuvre des budgets participatifs;
- L'analyse approfondie des forces et insuffisances des institutions et textes de mise en œuvre de la participation citoyenne en général et du budget participatif en particulier;
- L'analyse sociologique et culturelle liée à la participation citoyenne tout en relevant les facteurs à prendre en compte au plan institutionnel et légal ;
- La proposition des recommandations portant sur des reformes dans l'optique d'améliorer la participation citoyenne ;
- La proposition d'un rapport provisoire (entre 50 et 100 pages) à SOCIAL JUSTICE et participation à la consolidation du rapport final sous la coordination de SOCIAL JUSTICE;
- La participation aux rencontres de relecture et l'animation de l'atelier de validation de l'étude.

Profil du/de la candidat (e):

- ✓ Niveau master (BAC+5) ou doctorat en économie, droit, sociologie, en gouvernance, en développement durable, en sciences sociales ou disciplines connexes.
- ✓ 5 ans d'expérience dont 2 dans la conduite des opérations similaires.

Qualification et expériences requises :

Le Consultant principal devra avoir :

- ✓ Des références et expériences significatives en analyse des interventions communautaires favorisant l'inclusion et la participation citoyenne et communautaire y compris des personnes pauvres ;



- ✓ Une expérience pertinente dans le domaine de la gouvernance participative, de la participation citoyenne et du budget participatif ;
- ✓ Une expérience dans la conduite d'activités similaires pour un organisme ou une institution internationale ;
- ✓ Une familiarité à travailler dans un environnement multi-acteurs ;
- ✓ Avoir la capacité d'analyse des informations de diverses sources pour des recommandations pertinentes en matière d'orientation politique ;
- ✓ Avoir une bonne capacité d'analyse, de synthèse, de rédaction et une facilité dans la restitution des résultats ;
- ✓ Bonne connaissance des institutions et du cadre de gouvernance participative et parfaite introduction auprès des acteurs de gouvernance participative;
- ✓ Une bonne connaissance de la vision et des objectifs de la gouvernance participative en générale et de la gouvernance locale en particulier et une connaissance du budget participatif en particulier serait un atout ;
- ✓ Une expérience dans la conduite et/ou la facilitation d'ateliers.
- ✓ Des aptitudes pour le travail à distance.

Dossier de candidature :

Les dossiers de candidatures doivent comporter une proposition technique et une proposition financière. La proposition technique sera composée de:

- ✓ une note sur la compréhension des termes de référence (TDR) spécifiques à l'appel à candidature suivie d'une présentation de l'approche méthodologique prévue pour mener à bien les tâches ;
- ✓ un plan de travail et d'un chronogramme détaillé sur les 30 jours ouvrables;
- ✓ un curriculum vitae incluant entre autres l'expérience acquise dans des études similaires avec au moins trois (3) références et toute autre information pertinente qui pourrait être utile pour évaluer sa capacité à mener à bien cette étude.

Dépôt des candidatures :

Le dépôt des candidatures devra se faire par mail à l'adresse ci-dessous au plus tard socialjusticecandidatures@gmail.com au plus tard le 11/12/ 2020.



NB : Seules les candidatures retenues seront contactées.